



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

au



Cerema

Conseil d'Administration du 21 juin 2017

Représentants du Personnel (5 sur 5) : Cfdt: Patrick FOURMIGUE (MED), Bruno SAINTOT (EST) - suppléant.
+ Cgt + Fo + Unsa.

Représentants de l'Etat (5 sur 6). Absence du Ministère du Budget.

Représentants des Collectivités (3 sur 5) : AMF, AdCF, ADF (absence de l'ARF et de VdF)

Personnalités Qualifiées (3 sur 5) : AE-SN, FNAUT, ADEME en visio (2 absences).

Commissaire du gouvernement : Anne GRANGE (chef du bureau du pilotage de la tutelle des établissements publics) remplace Régine ENGSTROM (SG des ministères de tutelle, retenue à Paris pour cause de remaniement ministériel).

Au final, 16 administrateurs sur 21, c'est-à-dire 5 de plus que le quorum (11).

Le Président, Gaël PERDRIAU, donne la parole à la Cfdt, puis à Cgt et Fo, pour leurs déclarations.

Déclaration liminaire Cfdt:

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur Général, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Administration,

La Cfdt tient à saluer votre initiative, représentants des associations de collectivités, d'envoyer un **courrier collectif à nos trois ministres**, pour rappeler votre attachement à la réussite du Cerema, votre volonté d'être plus impliqués dans sa gouvernance et votre demande d'une attention particulière en terme d'effectifs et de crédits.

Nous espérons que vous serez plus entendu, à l'occasion du Budget Rectificatif BR2 de l'automne, que dans le BR1 soumis aujourd'hui au vote, vu qu'il prévoit une nouvelle réduction de 1.1% de la subvention. Certes, le Directeur Général équilibre pour l'instant son budget, sans nouvelle baisse d'effectifs, grâce à une prévision de forte hausse des recettes pour tiers. Rendez-vous au BR2.

Il y a deux ans, le Conseil d'Administration a approuvé le Projet Stratégique de l'Etablissement, pour tracer les grandes lignes de son évolution. Depuis quelques mois, le **Directeur Général « décline » ce projet stratégique**, en prenant une série de décisions, a priori en accord avec les Directions Générales des Ministères, mais sans associer les autres collègues du Conseil d'Administration. Anticipant les demandes de Bercy, cette déclinaison s'accompagne d'une hypothèse de déclin des effectifs de 2 900 ETP aujourd'hui à 2 600 en 2020, ce qui revient à ne remplacer aucun départ en retraite et sacrifier ou dégrader plusieurs pans d'activité.

Contrairement au Directeur Général, la Cfdt estime que ces décisions ne relèvent pas que de l'organisation interne, mais engagent l'avenir de l'Etablissement. Dans l'attente de la création des Comités d'Orientations Thématiques, véritable arlésienne, le Cerema dispose malgré tout d'un Conseil Stratégique, rarement consulté ou à la va-vite. **Monsieur le Président, que comptez-vous faire** pour que les représentants des collectivités puissent être informés et débattre de cette déclinaison du projet stratégique ?

Après l'annulation du CA d'avril, la Cfdt aurait apprécié aujourd'hui un ordre du jour un peu plus étoffé, avec notamment la présentation du **rapport d'audit stratégique du CGEDD** en vue du Contrat d'Objectifs et de Performance.

De même, la Cfdt attend la présentation du récent **audit de la Cour des Comptes**, à la prochaine séance du Conseil d'Administration du 4 octobre, en espérant qu'elle ne soit pas annulée au prétexte d'un manque de « matière suffisante ».

Merci pour votre attention.

Le Directeur Général (DG) répond :

- Déclinaison du Projet Stratégique. Le Cerema a été créé avec de nombreuses équipes fragiles en effectifs ; le regroupement d'activités sur certaines directions est indispensable. Il rappelle son courrier du 11 mai sur les projets de service et assume le scénario d'évolution des effectifs à 2 600 ETP en 2020, sachant que cela n'engage pas l'Etat...
- Rapport Audit CGEDD : le rapport final n'a toujours pas été reçu et devrait pouvoir être présenté au prochain CA du 4 octobre.
- Rapport Cour des Comptes : l'entretien de fin de mission a eu lieu la semaine dernière. Le rapport provisoire sera envoyé pendant l'été pour le « contradictoire ». La version finale sera communiquée aux membres du CA au début de l'automne.
- Conseil Scientifique et Technique & Comités d'orientation (thématiques et territoriaux) du Cerema : des contacts ont été pris avec les cabinets pour avancer...
- Immobilier :
 - **Metz** : réunion récente avec le président de l'université.
 - **Bordeaux-St Médard** : a priori, statu quo.
 - **Nice** : le DG « croit » à la promesse de compensation financière de l'abandon du bâtiment.
 - **Le Bourget** : le DG va rencontrer les agents le 30 juin, mais n'est toujours pas en mesure de leur donner la destination future de leur délocalisation.

Le Président revient sur le courrier envoyé aux 3 ministres. Il reste dans l'attente d'un engagement de l'Etat auprès du Cerema et souhaite que les ministres de tutelle valident les orientations. Suite à son échange avec le cabinet de Nicolas Hulot, il a le sentiment que les priorités sont partagées mais restent à confirmer, notamment sur une visibilité sur 5 ans et sur la place que l'Etat veut donner aux Collectivités dans la gouvernance du Cerema. Un entretien avec le ministre pourrait avoir lieu cet été. Il est conscient de la problématique du remplacement des départs pour le maintien des compétences.

Le Président conclue en indiquant qu'il ne souhaite pas commencer les relations du nouveau quinquennat par un vote CONTRE, sur un BR1 qui a été décidé par le gouvernement précédent.

Cfdt: relance sur la consultation du Conseil Stratégique¹ sur la déclinaison du Projet Stratégique.

Le DG répond qu'il se réunira le 28 juin, soit dans 7 jours, et que l'ordre du jour sera communiqué très prochainement. Il ne souhaite pas en dire plus.

Approbation du Procès-Verbal du CA du 23 février 2017 (délibération)

PV approuvé à l'unanimité.

Présentation d'une activité Cerema

Fabien PALHOL (DTecITM) présente « *Les Aigles 3D du Cerema* » (Aigle = Appareil d'Inspection Globale de l'Etat des chaussées).

Travail réalisé avec l'appui financier de la DGITM, pour moderniser l'IQRN. L'objectif est de parvenir à traiter un nouveau périmètre de 42 000 km de voies. Matériel modernisé qui permet d'avoir une résolution de 1 mm !

Implication des 2 CECP, de 3 Dter, de 2 labos et du centre serveur de Champs/Marne.

Les deux fourgons appareillés sont pour l'instant encore basés au CECP de Rouen.

Une API porte sur ce sujet pour élargir la méthode aux réseaux routiers des collectivités.

Le Président insiste que le fait que le Cerema doit valoriser cette innovation pour améliorer ses ressources propres.

Rapport d'activité 2016 (délibération)

VOTE : le rapport d'activités 2016 est approuvé à l'unanimité.

Pour mémoire, l'an passé, Cgt et Fo avaient respectivement voté Contre et Abstention.

¹ Le Conseil Stratégique du Cerema comprend 12 représentants de l'Etat et 12 des Collectivités. Il se réunit deux fois par an. Les représentants du personnel n'y participent pas car, lors des débats en CTM pour sa création, l'amendement présenté par la CFDT n'avait pas été soutenu par CGT et FO.

Budget 2017 rectificatif n°1 (délibération)

Le **DG** dit n'avoir été informé du coup de rabot sur la subvention, que début 2017. Il n'a pas souhaité le présenter au CA de février, estimant préférable d'avoir plus de recul sur l'évolution des ressources propres. Le **DG** insiste sur la mobilisation des équipes du Cerema pour les augmenter.

La baisse de la subvention est compensée par la prévision de hausse des ressources propres et d'autres financements de l'Etat. Le bilan positif permet une légère hausse des dépenses en investissement et fonctionnement sur opérations.

Cfdt: cela revient à mettre plus de pression sur les agents pour faire des ressources propres, afin de compenser la baisse de la subvention, quitte à « dégrader » le niveau des prestations pour les DG.

VOTE : le Budget 2017 rectificatif n°1 est approuvé (10 voix sur 16).

- **POUR** : 5 État, 2 Collectivités, 3 PQ.
- **CONTRE** : les 5 représentants du personnel. Motivé par la baisse de la subvention.
- **Abstention** : 1 Collectivités (AdCF).

Elaboration du programme d'activité 2018 (délibération)

Cfdt: la part de la SCSP plus « autonome » augmente de 6 à 7%, comme prévu dans le projet stratégique. Nous espérons que l'allègement du caractère chronophage de la programmation ne reste pas qu'un vœu, mais devienne un vrai engagement du DG.

DG : évalué à 2% environ le temps consacré à la programmation.

La représentante de la Délégation à la Sécurité Routière insiste sur le besoin de garder des équipes suffisantes et de bon niveau à DTecTV et DTerSO, pour appuyer les demandes locales.

VOTE : le programme d'activité 2018 est approuvé (12 voix sur 16).

- **POUR** : 5 État, 3 Collectivités, 3 PQ, 1UNSA
- **Abstention (4)** : les représentants du personnel CFDT, CGT, FO.

Départ de la représentante de l'ADEME

Conventions-cadre avec le CSTB et le SID (délibération)

CSTB : il s'agit du renouvellement anticipé de la convention signée en 2014.

SID : Service d'infrastructures de la Défense, qui gère un énorme parc immobilier.

Cfdt: juge positive la signature de ces conventions. Elle souhaite qu'un bilan des actions réalisées dans ces conventions soit fait après quatre ans d'existence du Cerema.

Le Président retient l'idée et propose de le mettre dans le rapport d'activité 2017.

VOTE : les deux conventions sont approuvées à l'unanimité.

Présentation des activités 2016 pour tiers

Evolution de +8% entre 2015 et 2016.

Les domaines historiques (dont les « **infras** ») restent les grandes pourvoyeuses de ressources propres.

Cfdt: ces domaines sont les plus impactés par les baisses d'effectifs, alors que les autres domaines peinent à démarrer. Il y a donc une limite à cette hausse des ressources propres et une inflexion à avoir sur l'abandon de domaines où nous sommes reconnus et attendus.

Attribution du marché de maintenance d'équipements de pesées en marche (délibération)

Le Président ne résiste pas à faire remarquer que, cette année, même les « **Equipements de pesée** » sont « **En marche !** ».

Le Cerema agit par délégation de maîtrise d'ouvrage de la DGITM. Ces équipements permettent d'avoir des statistiques sur les charges réelles des poids lourds.

VOTE : l'attribution du marché est approuvée.

Prochain Conseil d'administration : Mercredi 4 octobre 2017 – Paris

Vos représentants Cfdt au CA :

Catherine RATSIVALAKA (EMF - Brest)

Patrick FOURMIGUE (MED - Aix)

Bruno SAINTOT (EST - Metz)

Lexique :

AdCF : Assemblée des Communautés de France

AE-SN : Agence de l'Eau Seine-Normandie

AMF : Association des Maires de France

ADEME : Agence pour le Développement et la Maitrise de l'Energie

ADF : Assemblée des Départements de France

ARF : Assemblée des Régions de France

COP : Contrat d'Objectifs et de Performance

CGEDD : Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (Ministère)

CTE : Comité Technique d'Etablissement (Cerema)

CSTB : Centre Scientifique et Technique du Bâtiment

DGALN : Direction général de l'aménagement du Logement et de la Nature (Ministère)

DGITM : Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer (Ministère)

DRI : Direction de la Recherche et de l'Innovation (Ministère)

DSR : Délégation à la Sécurité Routière (Ministère de l'Intérieur)

FNE : France Nature Environnement

FNAUT : Fédération Nationale des associations d'usagers des Transports

SPSI : Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière

VdF : Villes de France